

<https://www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article1622>



Repenser démocratie

- La démocratie : un enjeu - La démocratie face aux défis - Débats - La démocratie communale -



Date de mise en ligne : vendredi 19 avril 2019

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits

réservés

En politique, comme en affaires, acter et commenter une succession de "fautes" peut être le choix de refuser de caractériser une politique et donc de combattre en faits cette dernière.

N'est-ce pas la posture des oppositions françaises actuelles ?

Ce gouvernement, et donc sous la 5eme république, ce Président, n'ont pas mandat pour faire une politique, qui plus est, non explicitée et non votée.

Le vote parlementaire, serait-il répété, est sans valeur agissante face au pouvoir présidentiel.

D'élections en élections, de "concertation" en "concertations", le président en tire crédit de "démocratie" par la grâce de la "vox" sans "corpus" réagissant de la part d'une majorité d'élus politiques et sociaux.

Ce hiatus est générateur d'impatience et une des causes de l'irruption des gilets jaunes...et de l'abstention politique, voire syndicale, devenues largement majoritaire.

Il faut oser dire que la constitution de 1958 a mis en branle un processus justement dénoncé de "coup d'état permanent", processus qui se renforce « de jure » et « de facto » à chaque décret, loi, circulaire, nomination, etc.

Son ancrage "européen" n'a fait que de renforcer ce processus.

Légalement, le seul moyen d'enrayer cette machine infernale qui conduit inexorablement à priver le peuple français de toute souveraineté est dans les mains du président du Sénat, assemblée élue par des élus locaux dont les pouvoirs, mandats et la considération sont sans cesse rognés par la machine étatique.

Au-delà, il reste l'évidence biologique que nulle espèce animale n'accepte, sans réagir avec tous les moyens à sa portée et quel qu'en soit le prix, de voir remis en cause ses conditions essentielles de vie et de survie. Ce qui fut vrai d'une collectivité de 30 millions d'habitants, l'est encore plus pour près de 70 millions, vivant, travaillant, survivant, créant, sous l'administration formellement républicaine au service d'une petite minorité.

C'est le moteur élémentaire de toutes les révoltes dont la presse se fait l'écho pour nous faire frissonner d'effroi.

Un proverbe résume bien la situation : "tant va la cruche à l'eau, qu'à la fin elle se casse".

Dans notre Monde tel qu'il est, chaque année apporte son lot de cruches "nationales" cassées !

Il n'est d'autre issue politique que de redonner vraiment parole et pouvoir a un peuple dont les activités multiples et différenciées sont la source de toutes "richesses".

L'élection d'une assemblée constituante souveraine peut répondre une fois de plus à ce besoin la condition que les citoyens électeurs s'expriment et se réunissent dans un cadre correspondant le plus possible à leur espace de vie. En France, cet espace est, en général, la commune ou tout autre cadre constitué pour prendre en compte les concentrations et répartitions de la population sur le territoire national.